

Réduire le déficit fédéral ne suffit pas!

Dave Bylsma

Chef adjoint, PHC Canada

C'est une période de l'année bien curieuse que de voir les gros titres tant parler de budget. J'ai grandi à une époque où les budgets étaient déposés en début d'année ; ces budgets étaient un mélange de la vision du parti au pouvoir et d'une prévision des dépenses. Un budget était perçu comme une promesse de dépenses sur certaines priorités et un engagement à limiter les dépenses sur d'autres postes. Un budget était censé informer les électeurs et les contribuables, guider les ministères et les aider à gérer les ressources financières de manière responsable. Cette époque semble révolue.

Nous voici, en octobre 2025, sans véritable budget pour cette année, mais avec des fuites de prévisions concernant les priorités de dépenses pour 2026... donc, lorsque M. Carney présentera un vrai budget, il sera probablement présenté comme étant « en avance sur le calendrier. » L'opinion publique devrait s'indigner que le gouvernement actuel ait eu une année entière pour dépenser l'argent des contribuables sans aucune responsabilité. D'après les promesses et déclarations du Premier Ministre, il semble qu'il ait l'intention d'emprunter et de dépenser davantage au cours de la prochaine année que ce que son prédécesseur, Justin Trudeau, avait annoncé publiquement.¹

Le Parti de l'Héritage Chrétien interdirait les budgets déficitaires ; la maîtrise des dépenses et l'équilibre budgétaire seraient obligatoires.² Trop souvent, les politiciens qui contrôlent l'utilisation de l'argent des contribuables abusent de ce privilège et utilisent cet argent (y compris l'argent emprunté) pour « acheter des votes » en s'adressant à divers groupes d'électeurs avec des dépenses inabordables. Ils doivent être limités par une loi interdisant aux futurs gouvernements de dépenser plus qu'ils n'ont le courage de lever par l'impôt. Nos fondateurs n'ont jamais imaginé un gouvernement accusant des déficits année après année, et encore moins un gouvernement qui ignorerait sa responsabilité de déposer un budget réaliste avant de dépenser l'argent.

Un gros titre qui est tombé sur mon bureau cette semaine indiquait que le chef de l'opposition, M. Poilievre, réclamait une réduction du déficit prévu à seulement 42 milliards de dollars. Comme la plupart des Canadiens, je suis devenu assez insensible à l'énormité du mot « milliard ». Il sort si facilement de la bouche des économistes et des politiciens, comme si c'était le nouveau « million ». Ils insinuent que tout est gonflé, et qu'un milliard n'est plus ce qu'il était autrefois ; eh bien, rappelons-nous quelques faits amusants. Mes parents ont acheté leur première maison en 1969 pour la somme astronomique de 17 000 \$. Cinquante-six ans plus tard, la maison est toujours là et a exactement la même superficie, soit environ 93 m². Aujourd'hui, sa valeur est d'environ 500 000 \$, soit une multiplication par 30. Un milliard de dollars, c'est une somme énorme ; 42 milliards, c'est presque incompréhensible pour la plupart d'entre nous. C'est l'équivalent de 84 000 maisons valant 500 000 \$ chacune. Pourtant, le chef de l'opposition, se présentant comme un « conservateur fiscal, » n'a aucun problème à laisser le Premier Ministre enfoncer encore plus les Canadiens dans l'endettement.

Il faut dire que les libéraux de Carney ont avancé le chiffre de 92 milliards de dollars, et on pourrait donc soutenir que la réduction du déficit proposée par Pierre serait une aubaine. Mais cela soulève la question : « Comment avons-nous pu nous écarter à ce point de la route ? » L'une des raisons évidentes est que les travailleurs canadiens d'aujourd'hui n'ont jamais eu à payer le véritable coût des dépenses publiques. Le Premier Ministre Pierre Trudeau (le père de Justin Trudeau) a présenté le premier budget déficitaire substantiel présenté par son ministre des Finances, Jean Chrétien, en 1978 ; il manquait 13 milliards de dollars, ce qui est infime par rapport aux normes actuelles.

Les Canadiens entrés sur le marché du travail en 1978, à l'âge de 18 ans, prendront bientôt leur retraite. Au cours des années qui ont suivi, aucun d'entre eux n'a jamais eu à payer le plein coût du gouvernement ; une partie de ce coût a été transmise à nos enfants et petits-enfants sous forme d'intérêts sur la dette.

On pourrait soutenir que l'épargne-retraite substantielle accumulée par de nombreux membres de la génération précédente devrait servir à compenser le manque à gagner. Comment pensez-vous que ce programme politique trouverait un écho auprès de l'électorat ? Mais ne vous y trompez pas. La gauche lorgne l'épargne-retraite depuis longtemps ; en fait, elle envisage même de légiférer, en ce moment même, pour taxer notre épargne et peut-être même la valeur de nos maisons. Quel enchevêtrement nos politiciens ont tissé ! Comment pourra-t-on jamais le démêler ?

À ce stade, est-il seulement important que les conservateurs proposent un niveau d'emprunt plus bas ? Certains experts financiers lancent maintenant l'idée que le Canada a cessé d'être un investissement durable et sûr. Des milliards de dollars d'investissement quittent le pays, ce qui ne fera qu'accélérer le déclin économique du Canada.

Ce n'est là qu'un aspect de notre triste et lamentable situation. Que pourrait faire le PHC face à l'effondrement de ce château de cartes ? Nous n'avons qu'un mot à dire aux politiciens et aux électeurs : « Repentez-vous ! » Il n'y a pas besoin de nuance. Seul Dieu peut nous sortir des problèmes que nous nous infligeons, qu'ils soient économiques ou sociaux. Sans Lui, nous ne pouvons rien faire. Mais avec Dieu, « tout est possible ! »

Notes de bas de page

¹ globalnews.ca/news/11489384/canada-budget-election-possibility-steven-mackinnon/

² www.chp.ca/platform/category/debt-deficit-and-stimulus

Parti de l'Héritage Chrétien du Canada

chp.ca/fr/accueil • NationalOffice@chp.ca • 1-888-VOTE-CHP (868-3247)

PO Box 4958, Station E, Ottawa, Ontario K1S 5J1

Autorisé par l'agent principal du Parti de l'Héritage Chrétien du Canada et peut être copié.
